

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 02/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUFFLET MALT
7 RUE DU PORT DU RHIN
67000 STRASBOURG

Références : 1057/AD/CE
Code AIOT : 0006701057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement SOUFFLET MALT implanté 7 RUE DU PORT DU RHIN - 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 24/03/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET MALT
- 7 RUE DU PORT DU RHIN - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006701057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOUFFLET MALT produit du malt, dans ce cadre, elle exploite notamment des silos à céréales et une installation de réfrigération à l'ammoniac.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ammoniac (R717) - sécurité des installations / dispositif limiteur pression	AP de Mise en Demeure du 24/03/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Ammoniac (R717) - sécurité des installations / tuyauterie d'ammoniac	AP de Mise en Demeure du 24/03/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
3	Sécurité des installations / Prévention des risques accidentels	AP de Mise en Demeure du 24/03/2025, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Constats hors points de contrôle

L'arrêté préfectoral du 30/09/2013 prévoit une capacité de production de malt de 256 t/j. Suite à des modifications et une optimisation des installations, cette production a augmentée.

En tout état de cause, la production ne peut dépasser les 299 t/j, pour ne pas dépasser le seuil du régime de l'autorisation de la rubrique 3642, concernant les activités soumises à la directive IED, qui est de 300 t/j.

L'exploitant a déclaré que le système de comptabilisation du tonnage journalier, mis en place jusqu'alors, n'était pas représentatif d'une journée de production de 24 h. Un nouveau système de pesée a été mis en place, pour comptabiliser le tonnage de malt produit entre 00h00 à 23h59, pour l'unité de production M2, qui génère la plus grosse production.

Ce système est situé en fin d'étape de dégerminage, au niveau de la balance B4 de la dégermeuse. Celle-ci a été bridée au niveau du poste de pilotage des installations à 209 t/j. Ainsi, une fois ce seuil atteint, la bascule s'arrête automatiquement et stoppe l'étape de dégerminage. L'activité ne reprend alors que le lendemain, une fois minuit passé.

Au tonnage de l'unité M2 s'ajoute celui de l'unité M1 qui peut produire jusqu'à 90 t/j (mais dont le tonnage moyen est de 85 t/j).

Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette à l'Inspection les tonnages journaliers du mois de septembre, pour vérifier que le système nouvellement mis en œuvre est bien fonctionnel et que les tonnages ne dépassent effectivement pas les 300 t/j.

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 24/03/2025 qui cesse donc de produire ses effets.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Ammoniac (R717) - sécurité des installations / dispositif limiteur pression

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/03/2025, article 1er
Thèmes : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : La Société SOUFFLET MALT, pour ses installations situées 7 rue du Port du Rhin à 67100 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes des arrêtés ministériels du 04/10/2010 et du 19/11/2009 susvisés : « - <u>Arrêté Ministériel du 19/11/2009 :</u> <u>4.8. Capacités d'ammoniac et dispositifs limiteurs de pression (dispositions spécifiques aux installations de réfrigération) :</u> (...) Une vérification approfondie est réalisée tous les cinq ans au maximum et comporte la réalisation, en accord avec le processus industriel et les fluides mis en œuvre, d'un contrôle de l'état des éléments fonctionnels des dispositifs limiteurs de pression ou d'un essai de manœuvrabilité adapté, montrant qu'ils sont aptes à assurer leur fonction de sécurité ainsi que la vérification de l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver leur fonctionnement. (...). »
Constats : La vérification approfondie est réalisée lors de la requalification périodique du système frigorifique fonctionnant à l'ammoniac, qui est actuellement prévue tous les 6 ans, conformément à la réglementation relative aux équipements sous pressions (ESP). Cette vérification inclue les organes de sécurité (pressostats et soupapes). La dernière requalification de ces équipements a eu lieu le 21/04/2021. L'exploitant s'assurera que la fréquence maximale de cinq ans soit respectée pour le contrôle de ces organes de sécurité. La mise en demeure peut être levée sur ce point.
Type de suite proposée : Sans suite
Proposition de suite : Levée de mise en demeure

N° 2 : Ammoniac (R717) - sécurité des installations / tuyauterie d'ammoniac

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/03/2025, article 1er
Thèmes : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : La Société SOUFFLET MALT, pour ses installations situées 7 rue du Port du Rhin à 67100 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes des arrêtés ministériels du 04/10/2010 et du 19/11/2009 susvisés: - <u>Arrêté Ministériel du 19/11/2009 :</u> « <u>4.9. Tuyauteries d'ammoniac (dispositions spécifiques aux installations de réfrigération) :</u> Les tuyauteries sont efficacement protégées contre les chocs et la corrosion. (...) »
Constats : Des travaux de maintenance ont été réalisés le 04/04/2025 sur les tuyauteries, dédiées au retour d'huile sous basse pression (BP) vers les compresseurs, qui étaient corrodées. Un décapage a été réalisé et un isolant (bande grasse) a été ajouté pour protéger ces tuyauteries de la corrosion. La mise en demeure peut être levée sur ce point.
Type de suite proposée : Sans suite
Proposition de suite : Levée de mise en demeure

N° 3 : Sécurité des installations / Prévention des risques accidentels

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/03/2025, article 1er
Thèmes : Risques accidentels, Prévention des risques liés aux installations d'ammoniac (NH3)
Prescription contrôlée : La Société SOUFFLET MALT, pour ses installations situées 7 rue du Port du Rhin à 67100 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes des arrêtés ministériels du 04/10/2010 et du 19/11/2009 susvisés : « - <u>Arrêté Ministériel du 04/10/2010 / Article 47 - Principes généraux de prévention des risques :</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations, ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels. »
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de visite de maintenance annuelle d'avril 2025 des installations fonctionnant à l'ammoniac, qui fait état de points nécessitant des actions correctives. Un programme de suivi de ces actions a été mis en place, entre l'exploitant et le prestataire en charge des vérifications et de la maintenance. Ce programme reprend notamment un rapport d'activité, les actions correctives à réaliser, celles en cours et celles déjà réalisées et les devis associés, les « délais limites » pour leur réalisation, une analyse des récurrences des anomalies, etc.

L'Inspection a pu constater que les « délais limites » pour réaliser les actions correctives ne sont pas toujours déterminés et ne sont donc pas indiqués dans le programme de suivi.

L'inspection invite l'exploitant à définir, en concertation avec le prestataire, une échéance pour chaque action corrective prévue, afin qu'il soit en mesure de justifier ces délais, notamment au cas où un incident interviendrait avant la mise en conformité des équipements.

Un point sur l'avancée des actions correctives est réalisé tous les trois mois entre l'exploitant et le prestataire.

La mise en demeure peut être levée sur ce point.

Observation :

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les comptes-rendus de maintenance (gamme annuelle notamment), de son prestataire, ne reprennent pas la liste exacte des installations couvertes par le contrôle.

Type de suite proposée : Sans suite

Proposition de suite : Levée de mise en demeure

